

Madame le président, comment le ministère de l'Agriculture fédéral peut-il permettre une telle disproportion? Je suis d'accord pour que les agriculteurs fassent des profits, mais pas pour que certains vivent aux dépens des autres, et ce impunément. D'ailleurs je ne crains pas de dire qu'en agriculture nous nous engageons dans une situation d'urgence. Si nous refusons de l'admettre aujourd'hui, les événements des prochains mois ne manqueront pas de nous le faire réaliser.

C'est pour cette raison que le gouvernement doit agir au plus tôt et exiger la collaboration de nos producteurs de céréales de l'Ouest, pour que les prix des grains soient acceptables à ceux de l'Est. On peut soutenir notre agriculture seulement si tout le monde se met de la partie.

Il y a d'autres solutions aussi qu'on pourrait apporter à très court terme. Je les souligne au ministre, parce que je veux que ma critique soit positive. S'il faut, par exemple, que le ministère des Transports établisse des tarifs très réduits pour le transport par train des grains de l'Ouest vers l'Est, qu'il le fasse. Devant une situation d'urgence, il faut adopter des mesures d'urgence.

De plus, madame le président, il faut que le gouvernement lève vraiment le voile sur certaines grandes entreprises qui exercent des monopoles, amassent des stocks pour faire monter les prix, et abusent de la situation difficile de notre agriculture. C'est là un des grands facteurs de l'impasse où sombre l'agriculture présentement. Il faut que ces grandes entreprises soient mises à leur place, et rapidement.

Par ailleurs, il faut créer au plus tôt une banque de produits agricoles, tel que le ministre en a manifesté l'intention, et je le félicite. Cela fut souligné dans le *Globe and Mail* du 11 octobre 1974. En pratique, monsieur le ministre, qu'est-ce qui s'est fait depuis? Nous avons besoin de cette banque au plus tôt pour assurer notre sécurité sur le plan national.

Le ministre de l'Agriculture s'est même dit en faveur de l'établissement d'un système mondial de sécurité alimentaire par entreposage à grande échelle. Et il est vrai de dire qu'on n'a pas le droit d'envisager l'agriculture canadienne en vase clos, alors que de grandes famines font rage dans des régions considérables du monde.

Pour toutes ces raisons il ne faut plus entendre cette phrase au Canada: «Ne produisez pas trop; évitez de produire, ou évitez la surproduction.» Dernièrement, elle a été prononcée à nouveau, et cela m'a immédiatement rappelé que le même gouvernement libéral l'a dite en 1971 aux producteurs de grains de l'Ouest, et a même payé les agriculteurs pour qu'ils ne produisent pas. On voit aujourd'hui les jolis résultats: c'est désastreux. Madame le président, le pays n'a plus de réserves, et les cultivateurs de l'Est doivent payer des prix insensés pour les grains.

La situation est urgente. D'ailleurs on ne peut plus administrer le pays comme on le faisait il y a 15 ou 20 ans, alors qu'un homme politique ou un ministre pouvaient se permettre de réfléchir à un problème pendant des mois et des années, sachant que d'une façon ou de l'autre le problème allait se régler avec le temps. On ne peut plus dire: Le temps va arranger les choses. Au contraire, il est devenu évident, dans la conjoncture actuelle, que le temps détériore les choses et aggrave les problèmes. On ne peut plus tarder, et il faut une action énergique immédiate pour préserver notre agriculture.

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, il me sera difficile de répondre, en deux

### L'ajournement

minutes et demie, à tous les points soulevés par le député dans son discours ce soir. Je dirai d'abord qu'en moins de deux ans le gouvernement a accordé aux producteurs de lait de transformation des hausses de 40 p. 100 environ.

Le député a soulevé certains points qui ont bien peu à voir avec la question qu'il a posée à la Chambre l'autre jour et j'ai bien peu à ajouter à ce que je lui ai répondu alors. Je dois lui dire que je ne suis pas tout à fait sûr de ce qu'il entend par le besoin de subventions spéciales.

Je rappellerais à tous les députés que la Chambre est déjà saisie de plusieurs bills importants qui tendent à permettre aux cultivateurs de toucher un revenu plus stable pour leurs produits. Ces bills devront être adoptés si nous tenons à ce que l'agriculture continue de s'épanouir au Canada. Le bill que j'espère voir adopter rapidement demain est celui qui concerne l'industrie agricole. Les députés pourraient même peut-être adopter le bill sur la stabilisation des prix agricoles pour que l'on puisse faire fonctionner l'agriculture canadienne.

● (2230)

Je rappelle au député que la Loi sur la stabilisation des prix agricoles traite de la stabilisation générale. Cette loi prévoit un fonds de roulement de 250 millions de dollars auquel on peut avoir recours au besoin pour stabiliser les revenus des producteurs. Ce fonds est ensuite renouvelé au moyen d'un budget supplémentaire.

Je prends note de la préoccupation du député au sujet de l'offre et du prix du foin. Je peux informer mon collègue d'en face que mes fonctionnaires ont enquêté sur la situation et la suivent de très près. Nos rapports indiquent qu'en général, les approvisionnements sont suffisants. Il semble cependant que pour s'approvisionner, les agriculteurs doivent effectivement payer des prix supérieurs à ceux qu'ils payent habituellement.

Je ne crois pas que le gouvernement doive prendre des mesures à l'heure actuelle pour importer du foin des États-Unis puisque rien n'empêche les agriculteurs de s'arranger eux-mêmes pour acheter du foin aux États-Unis et le transporter au Canada en franchise. Cependant, selon les renseignements dont nous disposons, les prix aux États-Unis sont égaux ou supérieurs à ceux qui sont en vigueur dans l'Est du Canada.

### LA FONCTION PUBLIQUE—LA GRÈVE DES MANŒUVRES ET HOMMES DE MÉTIERS—LA QUESTION DE LA LIVRAISON DU COURRIER

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, le bouleversement du service postal dans la région de Toronto de même que dans d'autres régions du pays menace l'existence même des petites entreprises commerciales, existence qui est devenue un facteur vital dans notre économie car c'est elle le moteur de notre économie et de notre société industrielle.

Le petit commerçant compte beaucoup sur la régularité du service postal pour faire marcher ses affaires. Sans distribution régulière du courrier, des milliers d'entreprises de la région de Toronto ne parviennent plus à boucler leur budget et un grand nombre d'entre elles ont déjà licencié des employés à cause de la diminution des commandes reçues. Sans un service postal régulier, elles ne peuvent faire rentrer l'argent régulièrement ni satisfaire aux exigences de leur budget.

En plus de cela, le gouvernement demande aux Canadiens de s'accommoder de la détérioration de notre climat économique et le ministre du Revenu (M. Basford) a